



HAL
open science

“ Peut-on planifier le chaos ? ” politiques et controverses de l’eau en URSS, de Khrouchtchev à Gorbatchev

Laurent Coumel, Marc Elie

► **To cite this version:**

Laurent Coumel, Marc Elie. “ Peut-on planifier le chaos ? ” politiques et controverses de l’eau en URSS, de Khrouchtchev à Gorbatchev. *Parlement[s], Revue d’histoire politique, Hors série, 2024, N° 39 (4), pp.21-46. 10.3917/parl2.039.0021 . hal-04458708*

HAL Id: hal-04458708

<https://hal.science/hal-04458708v1>

Submitted on 5 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

« Peut-on planifier le chaos ? » Politiques et controverses de l'eau en URSS de Khrouchtchev à Gorbatchev : entre prise de conscience, désinhibition et greenwashing d'État

Laurent Coumel et Marc Elie

Résumé :

Cet article retrace les principales étapes de la politisation et de l'institutionnalisation de la question écologique en Union soviétique, depuis la mort de Staline en 1953, jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991, dans le cas des eaux continentales (fleuves, lacs, marais et mers intérieures). Il vise à expliquer le paradoxe d'une émergence précoce des préoccupations environnementales, quasi simultanées de celle qui a eu lieu alors dans les autres pays industrialisés, mais qui n'a pas empêché le maintien presque jusqu'à la fin du régime de pratiques hydrauliques dévastatrices, de pollutions considérables et de projets d'aménagement destructeurs pour les milieux naturels. Il mobilise pour cela plusieurs concepts appliqués dans l'historiographie aux démocraties libérales de la période : la prise de conscience des dégâts du progrès, la désinhibition ou fuite en avant productiviste, et le greenwashing qui consiste à faire passer des actions politiques ou économiques comme vertueuses sur le plan écologique. Il reprend à nouveaux frais la périodisation des grandes phases du tournant environnemental en URSS : aux premières controverses écologiques de la période du « Dégel » (1953-1966) succède une période de remise en avant du schème de « transformation de la nature », associée à un laisser-faire quasi total en matière de pollution des cours d'eau, malgré une explosion de mesures législatives et réglementaires, puis, à partir de 1986, un tournant environnemental réel des politiques environnementales, mais limité. Cette chronologie décalée par rapport au reste du monde industrialisé est néanmoins traversée de préoccupations sociales et de processus politiques similaires¹.

Introduction

La « patrie du socialisme » tient une place centrale dans l'apogée du « haut modernisme », méta-idéologie dominante dans les pays industrialisés au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Appelant à un asservissement technique de la nature, elle vise en particulier l'eau que les cascades de barrages hydroélectriques et les systèmes d'irrigation doivent arrimer au développement économique². L'hydrohistoire de l'URSS constitue ainsi un poste d'observation unique pour appréhender les effets de son mode de gouvernement, autant que

¹ Joachim Radkau, *Die Ära der Ökologie. Eine Weltgeschichte*, München, Beck, 2011.

² James C. Scott, *L'œil de l'État*, Paris, La Découverte, 2021, 546 p.

les succès et les limites de son modèle environnemental. Elle permet de raccrocher son expérience de socialisme étatique à celles d'autres systèmes politiques qui ont, des démocraties libérales aux dictatures militaires ou « communistes », mis en coupe réglée une partie des milieux naturels, déployant une « technologie de la force brute »³.

À la naissance du régime soviétique pourtant, la « protection de la nature », portée par des chercheurs militants déjà actifs à l'époque tsariste avait pu s'épanouir. À la fin des années 1920, elle entra en contradiction avec les grands projets aménagistes de l'ère stalinienne : cette tension a duré jusqu'à la fin de l'URSS⁴. Quittant une vision dichotomique opposant des cercles de savants défendant une « nature » à sanctuariser, et des autorités niant les dégâts du progrès, l'historiographie récente oscille entre deux grilles d'analyse⁵. L'une met en avant le caractère avancé des législations environnementales en URSS, et tend à réfuter la vision développée pendant la Guerre froide d'un territoire plus touché que le reste du monde industrialisé par les désastres écologiques⁶. L'autre souligne le décalage persistant entre la réglementation et son application réelle, et voit dans l'absence de contre-pouvoirs un facteur décisif de l'échec des politiques environnementales soviétiques⁷. Cette dernière tendance s'appuie sur les experts soviétiques dont le scepticisme alla croissant sur la faculté de l'État à protéger les milieux naturels et la santé de la population soviétique. Ainsi, l'hydrologue Vilen Barskij posait en 1973 la question rhétorique reprise dans le titre de cet article : « Il est clair pour tout le monde que les lois seules, les normes seules, les recherches seules ne règlent pas le problème [de la pollution de l'eau]. [...] Aujourd'hui, tant qu'il n'y a pas de système de protection de la nature, c'est le chaos qui règne. Peut-on planifier le chaos ? Non, c'est impossible. »⁸

Cet article vise à expliquer le paradoxe d'une émergence précoce des préoccupations environnementales, mais qui n'a pas pu empêcher le maintien presque jusqu'à la fin du régime de pratiques hydrauliques dévastatrices, de pollutions considérables et de projets

³ Paul R. Josephson, *Industrialized nature: brute force technology and the transformation of the natural world*, Washington, Island Press, 2002.

⁴ Douglas R. Weiner, *Models of Nature. Ecology, Conservation, and Cultural Revolution in Soviet Russia*, Bloomington, Indiana University Press, 1988 ; Douglas R. Weiner, *A little corner of freedom*, Berkeley, Los Angeles, Oxford, University of California Press, 1999 ; Alan D. Roe, *Into Russian Nature: Tourism, Environmental Protection, and National Parks in the Twentieth Century*, s.l., Oxford University Press, 2020, 361 p.

⁵ Andy Bruno, « How a Rock Remade the Soviet North. Nepheline in the Khibiny Mountains » dans Nicholas B. Breyfogle (ed.), *Eurasian environments. Nature and ecology in imperial Russia and Soviet history*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2018, p. 147-164.

⁶ Stephen Brain, « The appeal of appearing green: Soviet-American ideological competition and Cold War environmental diplomacy », *Cold War History*, 29 octobre 2014, vol. 16, n° 4, p. 1-20.

⁷ Paul Josephson et al., *An environmental history of Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, 340 p ; Klaus Gestwa, *Die Stalinschen Großbauten des Kommunismus. Sowjetische Technik- und Umweltgeschichte, 1948 - 1967*, München, Oldenbourg, 2010, 660 p.

⁸ Archives de l'Académie des sciences de Russie (ARAN), 2112/1/18, feuillet 172. Sténogramme de l'assemblée générale annuelle de la Commission des Problèmes de l'eau de l'Académie des sciences d'URSS, 20 février 1973.

d'aménagement destructeurs pour les milieux humides. Il dresse un panorama des grands enjeux et débats écologiques autour de l'eau, de la mort de Staline en 1953, à la fin officielle de l'État qui en était l'héritier plus ou moins direct, en décembre 1991. Au passage, il teste la pertinence de concepts mobilisés pour appréhender la catastrophe écologique dans le monde capitaliste au XXe siècle. Y a-t-il eu une prise de conscience des dégâts du progrès après la Seconde Guerre mondiale, et en quoi a-t-elle permis un « tournant environnemental⁹ » ? Ou bien, comme l'affirment Jean-Baptiste Fresoz et Christophe Bonneuil pour le cas des économies de marché, faut-il s'intéresser plutôt aux mécanismes de désinhibition qui ont permis de neutraliser les appréhensions à l'égard de l'exploitation abusive des ressources et des débordements industriels afférents, pollutions et risques divers¹⁰ ? Peut-on, enfin, considérer les politiques environnementales de l'Union soviétique en termes d'écoblanchiment ou *greenwashing*, à l'instar des formes de manipulation de l'opinion publique en cours ailleurs à la même époque ?

Après avoir identifié un premier moment de critique environnementale ouverte durant la période caractérisée comme « Dégel » suivant la mort de Staline, nous verrons en quoi celle qui s'ouvre en 1966 associe une désinhibition débridée grâce aux moyens techniques, et une connaissance accrue des dégâts écologiques. Enfin, l'ère post-Tchernobyl voit l'aboutissement de l'institutionnalisation de l'environnement, et ouvre la voie à un véritable tournant des politiques d'aménagement hydraulique, mais aux retombées limitées.

I. Un tournant environnemental manqué (1953-1966)

La mort de Staline le 5 mars 1953 ouvrit une ère de refondation du projet soviétique, le « Dégel », associé au mandat de Nikita Khrouchtchev à la tête du PCUS (1953-1964). La nouvelle direction entreprit de déstaliniser en partie la culture, l'économie et les rapports sociaux, souvent dans la confusion et les zigzags. À la faveur d'une timide ouverture des médias, les écologistes et riverains exposés aux pollutions prirent la parole publiquement. Savants et intellectuels célèbres portaient leurs préoccupations et des hauts responsables les reprenaient dans leur discours. Le tournant vers l'énergie thermique favorisa la critique des grands projets hydrauliques et fit échouer plusieurs projets de barrages. Mais les choix économiques continuaient de surdéterminer la décision en matière environnementale, notamment pour la lutte contre la pollution des eaux.

⁹ Michel Letté, « Le tournant environnemental de la société industrielle au prisme d'une histoire des débordements et de leurs conflits », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1 janvier 2012, n° 113, n° 1, p. 142-154.

¹⁰ Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fresoz, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Éditions du Seuil, 2013.

A. Critique de la grande hydroélectricité stalinienne et premiers remous écologistes dans les médias

Le « Grand tournant » lancé par Staline en 1929 avait mis un terme aux innovations émancipatrices et progressistes du jeune État socialiste en matière de protection de l'environnement¹¹. Les plans quinquennaux donnaient la priorité absolue à la production. Conséquemment, en 1937, la direction politique dispensa les usines de traiter leurs eaux usées¹². Dans ce contexte, les mesures réglementaires destinées à « protéger les ressources en eau » du pays, suivant l'expression consacrée depuis l'époque tsariste, restaient lettre morte : leur application était confiée aux autorités locales, qui ne disposaient d'aucun levier efficace pour contraindre les ministères économiques centraux, dont dépendaient les usines, de respecter les normes en vigueur. Par ailleurs elles n'avaient pas les budgets suffisants pour traiter les eaux sales, alors que la population urbaine tripla en vingt-cinq ans.

Le mépris de la qualité de l'eau provoqua « l'empoisonnement du prolétariat », avec des taux de mortalité infantile variant du simple au double entre Moscou et d'autres grandes villes industrielles de l'Oural ou de Sibérie, au milieu des années 1950¹³. Cet indicateur était alors environ deux fois plus élevé en moyenne pour l'URSS que pour les États-Unis¹⁴. La guerre et son lot de destructions inouïes aggravèrent le niveau de pollution des fleuves et rivières des républiques et régions occidentales qui avaient connu occupation, combats et bombardements.

Après la mort de Staline, la critique gagna la place publique. Dans le *Journal littéraire*, grand hebdomadaire généraliste de l'Union des Écrivains, les académiciens et mathématiciens renommés Aleksandre Kolmogorov et Pavel Aleksandrov dénoncèrent en 1953 la pollution extrême d'un cours d'eau des environs de Moscou¹⁵. Trois ans plus tard, depuis la tribune du XXe Congrès du PCUS, la ministre de la Santé, Mariia Kovrigina, mit fermement en garde contre les conséquences sanitaires de la pollution des sols, des eaux et de l'air. Elle admonesta les directeurs d'usine qui négligeaient de construire les équipements d'épuration, rendant « insoutenable la vie des riverains ». La ministre déclara que la réalisation du plan ne pouvait pas justifier de délaisser l'environnement¹⁶. Peu après dans la *Pravda*, l'écrivain Constantin Paoustovski déplora que les eaux de la rivière Oka (affluent de la Volga)

¹¹ D.R. Weiner, *Models of Nature. Ecology, Conservation, and Cultural Revolution in Soviet Russia*, *op. cit.*

¹² K. Gestwa, *Stalinschen Großbauten*, *op. cit.*, p. 517.

¹³ Donald Filtzer, « Poisoning the Proletariat: Urban Water Supply and River Pollution in Russia's Industrial Regions during Late Stalinism, 1945–1953 », *Acta Slavica Iaponica*, 2009, vol. 26, p. 85-108.

¹⁴ Barbara A. Anderson et Brian D. Silver, « Infant Mortality in the Soviet Union: Regional Differences and Measurement Issues », *Population and Development Review*, 12-4, 1986, p. 705-738.

¹⁵ *Literaturnaâ gazeta*, 30 juin 1953.

¹⁶ K. Gestwa, *Stalinschen Großbauten*, *op. cit.*, p. 505.

« [fussent] systématiquement empoisonnées » dans son village de Taroussa¹⁷. La critique écologiste quittait les milieux spécialisés. Elle était portée par « l'opinion publique scientifique » identifiée par l'historien Douglas Weiner comme la vectrice du courant écologiste en URSS¹⁸. Elle déboucha en 1956 sur une tentative de « détoxification » des eaux de surface : une controverse publique porta sur l'auto-épuration des fleuves, entre des médecins hygiénistes partisans du *statu quo* et d'autres convaincus que cette approche était trop optimiste et empêchait d'améliorer l'état sanitaire des villes. Le deuxième groupe était mené par un professeur de l'Institut médical d'Irkoutsk, Iakov Grouchko, qui défendait l'idée d'un traitement systématique des eaux sales rejetées dans la nature ; mais il n'obtint pas gain de cause alors¹⁹.

Depuis la mise en service de la centrale hydroélectrique du Dniepr en Ukraine en 1932, l'URSS était engagée dans la course au gigantisme hydraulique avec les pays capitalistes, au mépris des considérations environnementales. Les barrages devaient mettre l'eau au service de la construction du socialisme en transformant une nature ingrate et dangereuse en une ressource généreuse produisant de l'électricité jusque dans les régions les plus éloignées.

Mais, Staline mort, les conséquences environnementales, économiques et sociales désastreuses du bétonnage des fleuves conduisirent à une vive critique de cette entreprise de la part des riverains et chercheurs²⁰. La construction de réservoirs qui comptaient parmi les plus grands du monde avait provoqué non seulement la destruction de milliers de villages et villes et de précieuses terres arables, mais encore la perte de ressources en bois et en tourbe. Les constructeurs mettaient en eau les réservoirs dans la précipitation exigée par le plan, avant d'avoir pu déboiser ou débarrasser les troncs. Le bois abandonné pourrit pendant des décennies, gênant la navigation et les turbines et émettant de grandes quantités de méthane dans l'atmosphère et de phénol dans les eaux. L'érosion grignotait les rivages sur des dizaines, voire des centaines de mètres de profondeur, détruisant habitations, forêts et terres cultivées. Les marécages s'étendaient et la malaria fit son retour. La résurgence provoquait l'effondrement du bâti dans de grandes villes comme Gor'kiï, Volgograd, Kazan, Ulianovsk et Volgodonsk²¹.

Les réservoirs transformaient le microclimat, favorisant brouillard et vents violents qui rendaient dangereuse la navigation. La pêche d'eau douce, activité essentielle en URSS pour alimenter une population soumise aux carences, fut lourdement affectée : sur la Volga, avec la mise en service des barrages, 80 % des frayères disparurent. Les trop rares escaliers et ascenseurs mis en place ne permirent pas de contrer la perte des poissons, étant donné aussi la

¹⁷ *Pravda*, 26 juin 1956.

¹⁸ D.R. Weiner, *A little corner of freedom*, op. cit.

¹⁹ C. Burton, « Destalinization as detoxification? The expert debate on industrial toxins under Khrushchev », art cit.

²⁰ K. Gestwa, *Stalinschen Großbauten*, op. cit., p. 502-505.

²¹ *Ibid.*, p. 511-514.

forte pollution des eaux par les rejets industriels et domestiques²². Ces effets secondaires destructeurs n'étaient pas propres à l'hydroélectricité soviétique : ils étaient sous la critique dans tous les pays qui avaient engagé des programmes d'hydraulique géante²³.

Khrouchtchev critiquait les grands barrages staliniens pour leurs délais et coûts de construction exorbitants et pour le prix élevé de l'énergie qu'ils produisaient. Alors que l'URSS commençait l'exploitation d'immenses gisements d'hydrocarbures, il misait sur la relative souplesse des centrales thermiques. La priorité donnée aux hydrocarbures fut un des facteurs de l'abandon de plusieurs grands projets sur le Baïkal et l'Ob comme nous l'allons voir, ainsi que sur la Volga, la Kama, la Petchora, l'Ienisseï et l'Amour²⁴.

C'est dans ce contexte que survint, en 1958, la première grande controverse environnementale publique, autour du projet d'élargissement de l'embouchure du lac Baïkal, destiné à augmenter le débit de son fleuve émissaire, l'Angara, à des fins de production hydroélectrique. Une quinzaine de journalistes, scientifiques (dont Grouchko), ingénieurs et écrivains, ainsi que des responsables locaux du Parti et de l'État, signèrent une tribune dans le *Journal littéraire*²⁵. Leur engagement était le fruit d'une mobilisation de long cours en faveur d'une exploitation moins prédatrice des ressources naturelles manifestée dès 1947 lors d'une conférence scientifique à Irkoutsk²⁶. Il entraîna l'abandon du projet d'aménagement.

Sur le fleuve Ob, dans la lignée des travaux de construction des centrales hydroélectriques de Bratsk sur l'Angara (démarrés en 1954) et de Krasnoïarsk sur l'Ienisseï (1956), commença la préparation d'un projet pharaonique : la construction d'un barrage dont le lac de retenue devait couvrir plus de 110 000 km², soit la superficie de la Bulgarie. Mais il se heurta, au début des années 1960, à une puissante opposition, pour des motifs à la fois environnementaux et économiques. Dans les pages du *Journal littéraire*, l'écrivain Sergeï Zalyguine (1913-2000) donna une expression puissante aux critiques émanant des savants : « Je ne connais pas d'indicateur [économique] plus important que cette participation massive des gens à la résolution des problèmes de leur propre existence et de celle des générations qui leur succéderont. Et je ne connais pas d'adversaire plus important à cet activisme public que la poursuite par les administrations de leurs intérêts bornés (vedomstvennost). » Mais, plus que les grands principes mis en avant par Zalyguine, c'est la perspective d'inonder les gisements de pétrole et de gaz qui explique le choix du gouvernement de trancher la controverse dans le sens voulu par l'écrivain : en effet, le barrage devait noyer une zone de forêts et de marécages encore peu mise en valeur, mais déjà prospectée pour ses réserves

²² *Ibid.*

²³ Patrick McCully, *Silenced rivers. The ecology and politics of large dams*, Enlarged and Updated Edition., London; New York, Zed Books, 2001, 359 p.

²⁴ K. Gestwa, *Stalinschen Großbauten*, *op. cit.*, p. 540.

²⁵ Nicholas B. Breyfogle, « At the Watershed: 1958 and the Beginnings of Lake Baikal Environmentalism », *The Slavonic and East European Review*, 2015, vol. 93, n° 1, p. 147-180.

²⁶ Marie-Hélène Mandrillon, « L'expertise d'État, creuset de l'environnement en URSS », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012, vol. 113, n° 1, p. 107-116.

d'hydrocarbures — la région de Tioumen, aujourd'hui la première pour la production de gaz et de pétrole en Russie²⁷.

Ces victoires ne provoquèrent pas de prise de conscience générale des défis écologiques dans les cercles où la prise de décision économique s'opérait, comme le confirmèrent alors les faibles retombées d'une nouvelle législation environnementale.

B. Des innovations législatives et institutionnelles inefficaces faute de soutien politique

Une des traductions politiques des préoccupations environnementales en URSS fut l'adoption successive, à partir de 1957, de lois nationales (au niveau des républiques) dites « de protection de la nature ». L'impact de ces textes fut limité.

L'absence d'une loi-cadre protégeant la nature au niveau pansoviétique dit quelque chose du faible niveau de priorité que la direction politique attribuait aux problèmes environnementaux, malgré les demandes répétées des savants. Si l'assouplissement des règles de censure et le développement de « l'opinion publique scientifique » permirent quelques discussions sur les questions environnementales, et les succès ponctuels déjà évoqués, l'appareil d'État dans son ensemble gardait une approche utilitariste de la nature comme réservoir de ressources à exploiter.

Néanmoins, le cadre utilitariste laissait des opinions s'opposer. Ainsi naquit une tension entre une ligne productiviste, qui défendait une politique aménagiste débridée et se souciait peu de l'état sanitaire et environnemental des territoires transformés, et une ligne prudente, qui veillait à la sauvegarde des ressources pour le futur où la hausse de la population aurait comme conséquence celle des prélèvements d'eau douce, dont il fallait assurer la qualité. Les ingénieurs des grands bureaux d'étude représentaient la première ligne. Lors du tournant stalinien des années 1930, ils avaient été chargés de planifier le développement industriel et urbain. Ainsi, à VODGEO, institut chargé de planifier l'approvisionnement en eau, on plaçait les besoins des entreprises devant ceux des habitants. L'hydrologue Vasilii Zvonkov était un représentant de la seconde ligne. Président du Conseil des problèmes de l'Eau de l'Académie des sciences, il signa en 1960 dans la *Pravda du Komsomol*, quotidien, qui, comme le *Journal littéraire*, couvrait les questions environnementales, un appel à la protection des eaux, et œuvra à la création d'un comité d'État de l'eau autonome qui tenta pendant quelques années de promouvoir une critique de la vision extensive des ressources²⁸.

²⁷ Vâčeslav Nekrasov et Oleg Stafeev. "Proekt Nižne-Obskoj GÈS (1958-1963 gg.): lobbirovanie, sozdanie koalicii interesov, opportunizm," *Vestnik Surgut'skogo gosudarstvennogo pedagogičeskogo universiteta*, 4, 2012, p. 175-181

²⁸ Laurent Coumel, « Building a Soviet Eco-Power while Looking at the Capitalist World. The Rise of Technocratic Environmentalism in Russian Water Controversies, 1957–1989 » dans *Nature And The Iron Curtain: Environmental Policy And Social Movements In Communist And Capitalist*

L'issue d'une controverse majeure touchant, une nouvelle fois, le lac Baïkal, indique que les priorités productives ne cédaient pas aux appels à la protection de la santé et des écosystèmes. Elle éclata en 1961 avec l'annonce de la construction d'une usine de pâte à papier sur le bord du lac, destinée à produire de la cellulose notamment pour l'industrie militaire²⁹. Elle fut mise en chantier malgré l'opposition de nombreux spécialistes du lac comme le directeur de l'institut de limnologie de l'Académie des sciences situé à Irkoutsk, Grigoriï Galaziï (1922-2000), et la direction de l'institut de géologie à Novossibirsk, le centre de la prospection d'hydrocarbures en Sibérie occidentale³⁰. La controverse prit une dimension nationale avec l'intervention publique de l'écrivain, prix Nobel de littérature, Mikhaïl Choukhov, qui prononça lors du XXIIIe congrès du Parti, en avril 1966, un vibrant plaidoyer en faveur de la préservation du lac. Un mois plus tard, le *Journal littéraire* mit un point d'orgue à cette campagne d'opposition avec la publication d'un texte, « Le Baïkal attend », signé, comme en 1958, par des scientifiques, des écrivains, et des responsables politiques régionaux, qui demandaient le retrait du projet. Las, le gouvernement, qui estimait que l'installation de filtres innovants était une garantie suffisante pour le lac, valida le projet.

Le bilan du Dégel était bien maigre pour l'écologie. Si on avait pu enfin discuter ouvertement des pollutions et destructions, les choix économiques n'en furent pas affectés. La préférence donnée aux hydrocarbures comme source majeure d'électricité au tournant des années 1960 signalait la décadence de la grande hydroélectricité et permit de belles victoires écologiques contre des barrages. Mais les mêmes principes économiques qui expliquent ces victoires expliquent aussi les défaites des écologistes face aux intérêts industriels. L'URSS de Khrouchtchev ne prit pas de virage environnemental.

II. Le temps de la désinhibition productiviste et du greenwashing d'État, 1966-1986

L'aménagement du lac Baïkal en 1966 marqua une rupture. Pendant vingt ans, la critique écologique disparut de l'espace public et resta enfermée dans les cénacles d'experts. Ce silence favorisa l'accumulation de désastres provoqués par les travaux d'irrigation et d'assèchement. Le terme de désinhibition s'applique bien au sacrifice de la mer d'Aral. Les critiques ne parvinrent pas à inverser le cours des grandes décisions économiques, alors que se multipliaient sans effets les instances et les déclarations sur la nécessité de « protéger et utiliser rationnellement les ressources ».

Countries, 1945–1990, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2019, p. 17-35.

²⁹ Paul R. Josephson, *New Atlantis revisited : Akademgorodok, the Siberian city of science*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1997.

³⁰ *Ibid.*

A. Le règne de la « bonification » hydraulique

Si, sous Khrouchtchev, la construction de grands barrages avait marqué le pas après 1958, elle reprit à l'époque du mandat de Leonid Brejnev à la tête du PCUS (1964-1982). Mais leur fonction changea : dans l'ordre des priorités, l'irrigation ou « bonification » hydraulique avait dorénavant le dessus sur l'hydroélectricité. En 1966, le Comité central décréta l'irrigation et la chimisation de l'agriculture comme panacées à ses problèmes de faible productivité et de sécheresse : l'irrigation permettait prétendument d'obtenir des « rendements garantis », indépendants des caprices du temps et des difficultés de l'agriculture collectiviste³¹.

Les décennies 1970 et 1980 virent les surfaces irriguées multipliées par plus de deux, de quelques 10 millions à 23 millions d'hectares³². La moitié de ces terres se situaient en Asie centrale. Dans cette région très sèche, coton, riz et fourrage étaient de plus en plus irrigués en utilisant l'eau des deux affluents de la mer d'Aral, l'Amou-Daria au sud et le Syr-Daria au nord. Avec la mise en service de la première tranche du canal du Karakoum au Turkménistan en 1959, le destin de la mer d'Aral était scellé, puisque le canal détournait l'essentiel de l'Amou-Daria.

L'Aral était un lac endoréique, c'est-à-dire clos et terminal, situé à la frontière du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, au milieu d'immenses steppes sèches et déserts. Il était le quatrième au monde par sa taille, couvrant 67 500 km², soit la taille de l'Irlande. Le bassin de l'Aral couvrait tous les pays d'Asie centrale soviétique, le sud du Kazakhstan et le nord de l'Afghanistan. L'Aral était à la fois une voie navigable majeure reliant le nord (Aralsk, Kazakhstan) au sud (Mouïnak, Ouzbékistan) et une zone de pêche considérable pour l'URSS.

Aujourd'hui, la mer d'Aral n'existe plus. En cinquante ans, elle a perdu 85 % de sa surface et 92 % de son volume³³. Cette disparition n'est pas la conséquence inattendue et adverse d'efforts bien intentionnés. Les planificateurs avaient bien prévu la dessiccation de l'Aral et l'avaient prise en compte dans les calculs économiques préparatoires à la formidable extension de l'irrigation dans les années 1960. Ils avaient pesé le sacrifice des pêcheries contre la croissance de la production de coton, jugée prioritaire, passant par pertes et profits la mer comme entité naturelle³⁴.

³¹ Boris Stepanovitch Maslov, *Otcherki po istorii melioratsii v Rossii [Études en histoire de la bonification en Russie]*, Moskva, B. S. Maslov, 1999, p. 299.

³² K. Gestwa, *Stalinschen Großbauten*, op. cit., p. 235 ; Food and Agriculture Organization of the United Nations, *Irrigation in the countries of the former Soviet Union in figures*, Rome, FAO, 1997, p. 18.

³³ Philip Micklin, « Chapter 1. Introduction » dans N. V. Aladin, Igor Plotnikov et Philip Micklin (eds.), *The Aral Sea: The Devastation and Partial Rehabilitation of a Great Lake*, 2014e édition., Berlin Heidelberg, Springer-Verlag Berlin and Heidelberg GmbH & Co. K, 2013, p. 1-11.

³⁴ Marshall Goldman, *The spoils of progress: environmental pollution in the Soviet Union*, Cambridge Mass., M.I.T. Press, 1972, p. 55-56.

Acteur clef de l'emballage bonificateur, le ministère de l'Eau (Minvodkhoz) incarne la bureaucratie hydraulique dans son effort d'irriguer ou drainer chaque hectare de terre³⁵. À sa fondation en 1965, la direction politique lui confia à la fois les fonctions de maîtrise d'œuvre et d'ouvrage. Ainsi, dans chaque projet hydraulique, le Minvodkhoz était à la fois juge et partie, client commandant et recevant les travaux, et bâtisseur les effectuant. L'approbation des projets s'en trouvait grandement accélérée, au détriment des considérations sociales et environnementales³⁶. L'instance d'expertise suprême du pays, le Gosplan, était incapable de s'opposer frontalement à ses projets, tant le prestige des travaux de « bonification » dans l'équipe dirigeante, obsédée par les objectifs de production agricole, rendait le Minvodkhoz intouchable.

Le mécanisme de la spirale « bonificatrice » au Caucase du Nord, sur la Volga, en Ukraine méridionale, en Azerbaïdjan, et bien sûr, en Asie centrale était le suivant : la hiérarchie politique évaluait les concepteurs et constructeurs des systèmes d'irrigation essentiellement à l'hectare mis en eau, et non pas au maintien des sols. Ainsi, les réseaux de drainage, pourtant indispensables à l'exploitation des terres irriguées, étaient construits avec retard ou pas du tout, et la salinisation des sols progressait vite. La remise en état et l'entretien d'une surface salinisée coûtaient bien plus cher que la mise en eau d'une nouvelle surface, et n'apportaient ni prestige ni prime. Au lieu d'entretenir les sols et les infrastructures existantes, le Minvodkhoz barrait toujours plus de rivières pour ponctionner et canaliser toujours plus d'eau, pour lessiver les sols et mettre en valeur de nouvelles terres dans la steppe de la Faim et les déserts du Kyzylkoum et du Karakoum au cours de grandes campagnes héroïques³⁷. Et si l'eau des tributaires de l'Aral n'y suffisait pas, alors le Minvodkhoz irait la chercher au Nord, dans des projets toujours plus gigantesques.

Les systèmes d'irrigation étaient inefficaces et mal entretenus. En Asie centrale 94 % de l'irrigation se faisait par canaux ouverts, et non par des méthodes plus économes comme l'aspersion ou le goutte-à-goutte³⁸. Les pertes étaient énormes du fait de l'évaporation et de l'infiltration ; l'irrigation faisait monter le niveau des eaux souterraines, très minéralisées, détruisant les cultures et créant des résurgences qui formaient lacs et marécages. Enfin, le drainage, loin de régler le problème de la salinisation, déplaçait et renforçait la destruction des sols : les eaux usées étaient évacuées sans traitement soit dans les cours d'eau, soit dans des dépressions, créant des zones marécageuses artificielles très salines et chargées de résidus

³⁵ Timm Schönfelder, *Roter Fluss auf Schwarzer Erde. Der Kuban und der agromeliorative Komplex. Eine sowjetische Umwelt- und Technikgeschichte, 1929–1991*, Paderborn, Brill Schöningh, 2022, 324 p.

³⁶ T. Schönfelder, *Roter Fluss*, *op. cit.*

³⁷ Julia Obertreis, *Imperial desert dreams: cotton growing and irrigation in Central Asia, 1860-1991*, Göttingen, V&R unipress, 2017, 536 p.

³⁸ Food and Agriculture Organization of the United Nations, *Irrigation in the countries of the former Soviet Union in figures*, *op. cit.*, p. 19.

de pesticides, de défoliants et d'engrais³⁹. L'eau naturelle, pure et poissonneuse, destinée à l'Aral desséchée, se transformait en flaques stériles et hautement toxiques.

B. Une fuite en avant aménagiste sur fond de *greenwashing* d'État et de retards dans les travaux d'assainissement

La période désignée par l'historiographie comme « stagnation » a en fait été marquée par l'apogée de l'activisme en matière d'aménagement de vastes territoires, en particulier les eaux de surface. Ces projets se différenciaient de leurs prédécesseurs par l'emploi d'un argumentaire de « protection de l'environnement ». Ainsi se déploya un *greenwashing* d'État : la « protection de la nature » avait fait l'objet d'un passage dédié dans la déclaration de Brejnev consacrée à l'anniversaire d'Octobre, en 1967⁴⁰. Ces déclarations masquaient pourtant des retards de l'ordre d'une à deux décennies voire plus dans la réalisation des infrastructures d'assainissement de l'eau, y compris dans des régions centrales proches de la capitale qui y tirait une partie de son approvisionnement en eau industrielle et potable⁴¹.

Le projet de transfert d'une partie des flux des fleuves de Sibérie et de Russie du Nord (désormais : Transfert) prend sa source au XIXe siècle : il s'agissait par un système de barrages et de grands canaux de dévier une partie du cours des fleuves coulant vers le nord du pays (dans l'Oural : la Petchora, et en Sibérie occidentale ; l'Ob et l'Ienisseï) vers le sud, c'est-à-dire vers les régions entourant la Caspienne et l'Aral. L'idée était d'utiliser une partie de ce débit, correspondant chaque année à la moitié de celui du fleuve Ob (le troisième plus important d'URSS), soit 190 kilomètres cubes d'eau, pour alimenter les fleuves méridionaux, et irriguer de nouvelles terres agricoles. Ce projet pharaonique prévoyait initialement vingt-six années de travaux. Surtout, il était présenté comme destiné à « résoudre le problème de la mer d'Aral ». L'argument fut alors abondamment repris dans la presse.

En 1974, le ministère de l'Agriculture lança un nouveau grand programme de travaux de « bonification », cette fois tourné vers l'assèchement et la mise en culture des marécages de la région dite des « Terres non noires », située principalement au centre de la Russie européenne, et secondairement en république biélorusse. Cette opération de grande envergure devait redynamiser des campagnes en plein déclin démographique, et transformer les paysages pour les rendre plus productifs et plus attractifs du point de vue touristique. Là encore, au-delà des chiffres destinés à convaincre du bien-fondé du projet, les promoteurs du projet conduisirent une opération de *greenwashing*, affirmant que le projet permettrait de

³⁹ Murray Feshbach et Alfred Friendly, *Ecocide in the USSR: Health and Nature Under Siege*, s.l., Basic Books, 1993, p. 76.

⁴⁰ Leonid Il'ič Brežnev, Pât' desât let velikih pobed socializma: Doklad i zaključit. reč' na sovmeštnom toržestv. zasedanii CK KPSS, Verhovnogo Soveta SSSR i Verhovnogo Soveta RSFSR v Kremlevskom dvorce s"ezdov. 3-4 noâbrâ 1967 g, Moscou, Politizdat, 1967.

⁴¹ Laurent Coumel, « "The Deadline has Already been Missed": Wastewater Treatment in Soviet Russia: From Center to Periphery, 1960s–1970s1 », *Siècles*, 53, 2022.

préservés des espaces naturels uniques⁴². Elle répondait à la diffusion dans les milieux spécialisés des premières alarmes quant à la destruction des zones humides, tourbières et autres marais, dont la valeur écologique faisait l'objet d'une reconnaissance internationale croissante, depuis la conférence de Ramsar (Iran) en 1971 : en 1979, pour la première fois en URSS, un ouvrage scientifique souligna la nécessité de protéger ces espaces contre les travaux de « bonification » systématiques⁴³.

C. Des critiques domestiquées ou confidentielles

Alors que les autorités verdissaient leur discours, elles confinaient la critique écologique à des cénacles savants, loin du public. Dans un décret de 1978, le mot « environnement » (*okroujaïouchtchaïa sreda*) apparaissait pour la première fois dans le langage administratif officiel. Auparavant, dès 1963, on avait traduit en russe le livre de Rachel Carson *Printemps Silencieux*. Dix ans plus tard, le rapport au Club de Rome *Limits to Growth* fut popularisé en URSS par le chef du Service hydrométéorologique d'État (Gidromet), Evguéni Fiodorov, qui soutenait pourtant le Transfert comme moyen de sauver l'Aral⁴⁴.

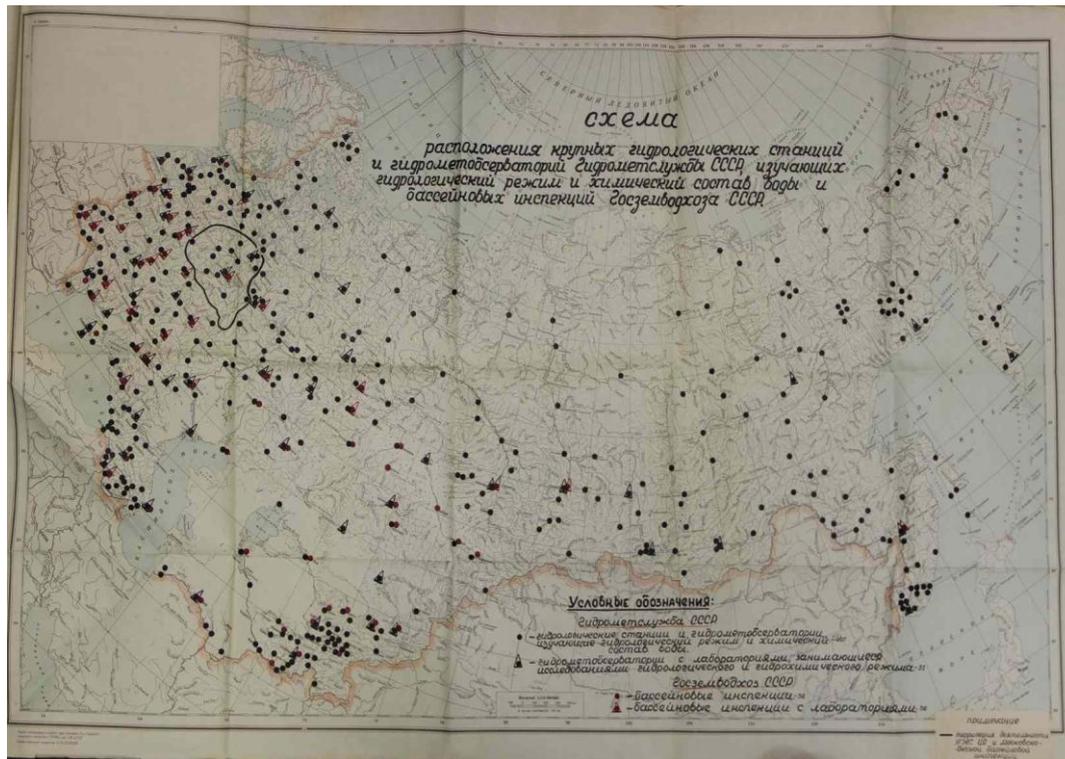
Gidromet était la seule instance autonome dans le domaine du monitoring environnemental. Relevant directement du Conseil des ministres d'URSS, il disposait d'un immense réseau de stations de mesure de la pollution atmosphérique, aquatique et pédologique (cf. Figure).

Figure : « Carte des stations de mesure hydrologiques principales et des observatoires hydrométéorologiques du Gidromet d'URSS étudiant le régime hydrologique et la composition chimique de l'eau, et des inspections de bassins du Goszemvodkhoz d'URSS » (1965), GARF, 5446/100/919, feuillet 29.

⁴² Laurent Coumel, « La Mechtchera au XXe siècle. L'environnement russe entre ressource(s) et patrimoine », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, 17 mars 2016, n° 42.

⁴³ M.S. Boč, V.V. Mazing, *Èkosistemy bolot SSSR*, Leningrad, Nauka, 1979.

⁴⁴ Julia Lajus, « Soviet official critiques of the resource scarcity prediction by limits to growth report: the case of Evgenii Fedorov's ecological crisis rhetoric », *European Review of History: Revue européenne d'histoire*, 27-3, 2020, p. 321-341.



Mais *Gidromet* n'avait pas de prérogatives d'inspection et d'enquête. Ses stations enregistraient certes les pollutions, mais n'avaient aucun moyen de faire diminuer leurs niveaux. Il demeurait ainsi un décalage criant entre la préoccupation écologique dans les discours et la législation, et la faible considération dont elle jouissait effectivement dans le fonctionnement de l'appareil du Parti-État.

Outre le ministère de la Santé, chaque ministère industriel avait sa propre inspection, soumise aux impératifs productifs, et en conséquence peu considérée, mal équipée en matériel et en droits. Ainsi, le *Minvodkhoz* avait sa propre direction de la Protection des ressources hydriques, mais celle-ci était démunie face à l'immensité de la tâche⁴⁵. Chaque inspection était soumise aux mêmes impératifs d'investissement et de production que ceux de l'entreprise ou du secteur dont elle relevait. Le fait qu'aucun ministère économique n'ait fait l'objet de poursuites judiciaires visibles durant cette période tend à confirmer l'hypothèse que les responsables des pollutions majeures disposaient d'une impunité quasi totale, s'acquittant au pire d'amendes risibles⁴⁶.

Les questions environnementales conflictuelles, mettant en cause les plans économiques déjà validés par le gouvernement, faisaient l'objet d'une censure stricte dans la presse, et qui même se renforça dans les années 1970. La critique écologique se perpétuait sans écho dans

⁴⁵ Thane Gustafson, *Reform in Soviet politics : lessons of recent policies on land and water*, Cambridge [Eng.] ; New York, Cambridge University Press, 1981.

⁴⁶ Boris Komarov, *Le rouge et le vert: la destruction de la nature en URSS*, traduit par Basile Karlinsky, Paris, Éd. du Seuil, 1981.

les médias, au sein de l'Académie des sciences. Ainsi, une commission des problèmes de l'eau fut créée en 1969 sous l'égide prestigieuse de Nikolaï Semionov, prix Nobel de chimie (1956) et vice-président de l'Académie des sciences. Elle contribua à l'élaboration de plusieurs décrets ciblés, comme celui sur les fleuves Volga et Oural en 1972, et tenta d'atténuer l'impact de l'industrialisation du Baïkal. Elle participa à l'élaboration d'un plan de coordination des ministères économiques pour la « prévention de la pollution des eaux de surface par les rejets des entreprises industrielles »⁴⁷. Ses membres, comme Barskii cité en introduction, pointaient « l'absence d'amélioration dans le traitement des eaux usées » et se montraient sceptiques vis-à-vis de la capacité des mesures législatives à protéger les eaux.

Ainsi, la critique environnementale restait confinée dans des lieux centraux, mais à l'écart du pouvoir de décision économique, sans véritable prise sur les projets de mise en valeur des ressources ni sur les politiques publiques concernant l'assainissement des eaux sales, parent pauvre de l'aménagement du territoire soviétique. La situation changea sous le mandat de Mikhaïl Gorbatchev, à la toute fin de l'histoire du régime soviétique.

III. Le temps de la prise de conscience publique et des changements institutionnels (1986-1991)

Les années de Perestroïka (« restructuration ») et de Glasnost (« énonciation à voix haute »), les deux slogans mis en avant officiellement par le pouvoir de 1985 à 1991, virent un retour en force sur la scène publique des débats environnementaux. Les victoires du mouvement vert furent alors nombreuses, non sans instrumentalisations réciproques avec les autorités. Il convient de souligner la part d'autonomie des acteurs dans ce spectaculaire tournant environnemental, à la fois du point de vue de la prise de conscience des dégâts de l'industrialisation, et de celle des changements opérés, avec l'appui des courants écologistes internes à l'appareil scientifico-technique, pour y remédier. En témoigne la création d'un super-ministère de la « Protection de la nature », en 1988, indépendant des ministères économiques.

A. Gel du détournement des fleuves et fin du ministère de l'Eau

La contestation du Transfert fut souterraine pendant une quinzaine d'années, avant de resurgir dans l'espace public quelques mois après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Ces critiques débouchèrent sur la suppression du Minvodkhoz.

Le foyer principal de la contestation, dans l'intelligentsia académique, était le conseil scientifique des problèmes de la Biosphère, que dirigeait depuis quelques années le géologue

⁴⁷ ARAN 2112/1/1/3-4. Eglė Rindzevičiūtė, « Systems Analysis as Infrastructural Knowledge: Scientific Expertise and Dissensus under State Socialism », *History of Political Economy*, 1 décembre 2019, vol. 51, n° S1, p. 204-227.

Aleksandre Ianchine. Ce dernier avait fait l'essentiel de sa carrière à Novossibirsk, au sein de l'Institut de géologie et de géophysique dirigé depuis sa création en 1958 par Andreï Trofimouk, lui-même une des figures de premier rang de l'opposition à l'industrialisation du Baïkal. En juillet 1985, Ianchine, le pédologue Viktor Kovda et l'agronome Vladimir Tikhonov, demandèrent solennellement au Comité central du Parti de renoncer au projet et de revoir toute la politique de « bonification » du pays⁴⁸. S'ils ne reçurent pas de réponse, leur voix avait été entendue. En quelques mois, on vit à nouveau paraître dans la presse des articles critiques à l'égard d'un grand projet d'aménagement officiel, ce qui n'était pas arrivé en URSS depuis la fin de l'affaire du Baïkal en 1966. La coalition des opposants au Transfert comprenait des scientifiques, des ingénieurs et des écrivains, rattachés au mouvement de la « prose de village ». Depuis les années 1960, ils avaient maintenu une attention particulière aux questions écologiques, les associant aux questions mémorielles, la destruction des paysages considérés comme traditionnels étant rapprochée de celle de la culture paysanne russe orthodoxe⁴⁹.

En août 1986, le Politburo gela par décret le projet de Transfert, devenu trop coûteux pour l'État soviétique par ailleurs aux prises avec bien des difficultés économiques, y compris la « liquidation des conséquences » de l'accident de Tchernobyl survenu le 26 avril de la même année, qui mobilisa alors plusieurs centaines de milliers de personnes, et des moyens exceptionnels. Il s'en suivit une vague de remises en cause tous azimuts des grands projets d'aménagement hydraulique, permise par l'ouverture de l'espace public aux questions écologiques⁵⁰. Parmi les chantiers interrompus, beaucoup concernaient l'hydro-électricité et la bonification, et après une série de scandales économiques révélés par la presse, c'est le Minvodkhoz lui-même qui fut emporté par la contestation : il disparut en 1988, remplacé par plusieurs agences gouvernementales se partageant ses fonctions⁵¹. Cette même année vit la révélation dans les médias de l'ampleur de la catastrophe de l'Aral.

B. Une explosion de scandales et de mobilisations publiques

Le mouvement environnemental soviétique connut alors un âge d'or paradoxal, dans la mesure où il coïncidait avec un tableau apocalyptique de la situation écologique du pays⁵². Pour commencer, l'expertise de l'intelligentsia scientifico-littéraire qui s'était mobilisée contre le Transfert suscita des contestations multiples contre plusieurs grands projets, tout en apportant un éclairage inédit sur une des grandes catastrophes écologiques et sanitaires d'origine humaine de la période soviétique : l'assèchement de la mer d'Aral.

⁴⁸

⁴⁹ Yitzhak M Brudny, *Reinventing Russia: Russian nationalism and the Soviet state, 1953-1991*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1998.

⁵⁰ Marie-Hélène Mandrillon, « L'écologie, vecteur de l'ouverture de l'espace public » dans Jean-Robert Raviot (ed.), *URSS : fin de parti(e). Les années perestroïka*, s.l., 2011, p. 60-69.

⁵¹ T. Schönfelder, *Roter Fluss*, op. cit.

⁵² D Peterson, *Troubled lands : the legacy of Soviet environmental destruction*, Boulder, Westview Press, 1993.

Les milieux académiques prirent leur revanche sur la défaite de 1966 concernant le Baïkal : à l'automne 1987, on annonça la construction d'un nouveau conduit d'évacuation des eaux usées de l'usine de cellulose, devant déboucher dans la rivière Irkout, au beau milieu de la capitale régionale d'Irkoutsk. La mobilisation fut rapide, et organisée de manière à mettre en avant l'ensemble de la population : le 22 novembre un meeting rassembla entre 1 500 et 5 000 personnes, une première dans l'histoire du pays, autour de la question « Garderons-nous le Baïkal propre ? ». Une pétition en sa défense avait recueilli 107 000 signatures en six mois⁵³.

La direction gorbatchévienne tentait de récupérer et contrôler la contestation environnementale pour en faire un moteur des réformes en cours. Pourtant, rapidement la contestation écologique malmena le projet soviétique lui-même : en 1989, avec la préparation des premières élections parlementaires presque libres depuis 1917, la critique se radicalisa, d'une part en rejoignant les revendications d'autonomisation dans les républiques nationales, et d'autre part en remontant aux sources des dégradations environnementales, interrogeant les principes économiques et politiques sur lesquels s'était construite l'URSS, ce que Gorbatchev n'avait pas envisagé et encore moins souhaité. L'essai de poursuivre le *greenwashing* sous les auspices de la glasnost fit long feu.

Une catastrophe incarnait le saccage environnemental, l'impuissance de l'État soviétique à y faire face et l'abandon des populations locales à la contamination : la disparition de l'Aral. En 1988, les rédactions des revues littéraires *Novy mir* et *Pamir* dépêchèrent sur l'Aral un groupe de journalistes, écrivains et chercheurs pour documenter les fruits de cette politique⁵⁴. L'expédition « Aral-88 » constata les bouleversements écologiques et les effroyables conséquences sanitaires et socio-économiques de l'agonie de l'Aral. L'utilisation de l'eau pour l'irrigation réduisait fortement sa disponibilité pour les usages domestiques, créant une situation de pénurie. Les eaux souillées et extrêmement minéralisées polluaient les sols, les eaux souterraines et la chaîne alimentaire. Le manque d'infrastructure de distribution et de traitement des eaux contraignait les habitants à boire l'eau hautement toxique des canaux ou à puiser dans des eaux souterraines non moins polluées. Ils étaient exposés à un jet continu de métaux lourds, de résidus de pesticides (en particulier de DDT), de bactéries. Ils souffraient de maladies parasitaires, de maladies chroniques et d'infections, de maladies génétiques⁵⁵. La

⁵³ MUHINA E., « Vokrug truby. Miting v zašitu Bajkala » (« Autour du conduit. Le meeting de défense du Baïkal »), in BOBKOVA, G., dir., *Uroki demokratii: stanovlenie prav ličnosti, svobody slova i glasnosti v Irkutskoj oblasti (Leçons de démocratie : l'avènement des droits de la personne, de la liberté d'expression et de la transparence dans la région d'Irkoutsk)*, Irkoutsk, 2002.

⁵⁴ William Wheeler, « Aral-88: Catastrophe, Critique and Hope », *The Slavonic and East European Review*, 2016, vol. 94, n° 2, p. 295-324.

⁵⁵ L. Elpiner, « Public health in the Aral Sea coastal region and the dynamics of changes in the ecological situation », art cit.

mortalité maternelle avait triplé par rapport à la première moitié des années 80 ; et la mortalité infantile passa de 34,6 pour mille en 1965 à 52 pour mille en 1989. Elle atteignait 100 pour mille dans certaines régions⁵⁶. Le socialisme soviétique avait failli dans la région de l'Aral : les promesses de développement s'étaient retournées en une régression sanitaire et environnementale.

La dessiccation de la mer d'Aral est, avec l'accident nucléaire de Tchernobyl, l'un des deux grands désastres iconiques du 20e siècle. Le réacteur éventré et fumant et les immenses navires de pêche rouillant dans le désert sont les images les plus fortes de l'anthropocène et de la conscience de la dégradation irréversible et à très grande échelle causée par la modernité industrielle. Tchernobyl et l'Aral sont de terribles catastrophes environnementales et sanitaires à la fois produites par le système soviétique et marquant sa chute.

C. Un tournant écologique en demi-teinte dans les institutions

Les scientifiques et les écrivains mobilisés dans les controverses hydrauliques, dont certains furent élus députés lors des élections de mars 1989, obtinrent alors le changement majeur attendu depuis la fin des années 1950 : la création d'un organisme d'État surplombant les ministères économiques, capable de leur imposer les décisions issues d'une expertise écologique indépendante des intérêts sectoriels. Pourtant le résultat ne fut pas à la hauteur des espérances nées de trente ans de mouvement souterrain.

Le Comité d'état à la protection de la nature (Goskompriroda) dépendait directement du Conseil des ministres, et pouvait donc théoriquement imposer ses arbitrages aux ministères. C'était une révolution institutionnelle, qui allait dans le sens souhaité par de nombreux activistes issus des milieux scientifiques. Cependant, les commandes en furent d'abord confiées à un apparatchik, Fiodor Morgoun, spécialiste d'une agriculture conservatrice des sols, proche de Gorbatchev, qui avait fait carrière dans la grande céréaliculture du Kazakhstan, puis dans la région de Poltava en Ukraine, dont il était originaire. En août 1989 Nikolai Vorontsov, un biologiste qui avait contribué à faire renaître la génétique en URSS, à Novossibirsk puis à Moscou, prit sa suite.

Une commission parlementaire menée par Zalyguine et par le biologiste Alexei Yablokov, un membre éminent de « l'opinion publique scientifique », lança un appel signé par une trentaine de noms célèbres des milieux de la science et de la culture, publié le 24 mai 1989

⁵⁶ Food and Agriculture Organization of the United Nations, *Irrigation in the countries of the former Soviet Union in figures*, op. cit., p. 34 ; Leonid Elpiner, « Public health in the Aral Sea coastal region and the dynamics of changes in the ecological situation » dans Michael H. Glantz (ed.), *Creeping Environmental Problems and Sustainable Development in the Aral Sea Basin*, 2^e éd., 2004, Cambridge University Press, p. 128-156.

dans le *Journal littéraire*, déclarant « la patrie en danger écologique », allusion à la formule de l'Assemblée nationale législative française de juillet 1792, qui évoquait l'état lamentable des cours d'eau et lacs du pays : « De nombreux fleuves sont en train de se transformer en égouts »⁵⁷.

Toutefois, le Goskompriroda peina à obtenir un statut et un périmètre de compétences clair : en avril 1990, il n'avait toujours pas obtenu les moyens demandés, et semblait se limiter à une chancellerie centrale, en rapport avec les administrations locales et régionales. Il essayait de faire le lien avec les groupes dits « informels » qui fleurissaient ici et là sur des thématiques diverses, mais manquait de moyens pour répondre aux demandes, pétitions et lettres qui lui parvenaient de tout le pays.

Conclusion

Vorontsov fut le dernier « ministre de l'utilisation de la nature et de la protection de l'Environnement » d'URSS : cet intitulé même montrait l'ambiguïté dans laquelle la question environnementale s'était trouvée depuis son irruption sur la scène publique pendant le Dégel. La protection de la nature restait tributaire de l'approche utilitariste. Les combats des écologistes, conjugués aux protestations civiques contre la pollution à la fin des années 1980, ont ainsi été la matrice d'un verdissement incomplet du projet soviétique.

Ce panorama d'un demi-siècle d'hydrohistoire de l'URSS montre combien le socialisme étatiste partage avec le capitalisme libéral certains traits d'un « tournant environnemental » dans la seconde moitié du XXe siècle, avec les mêmes limites, face aux lobbies productivistes qui ont cherché à le neutraliser. D'une situation socio-économique à l'autre, les structures, les stratégies et les répertoires d'action de ces lobbies n'étaient pas les mêmes : la désinhibition croissanciste était le résultat de la fabrique de l'ignorance du côté des « marchands de doute » qu'étaient déjà à l'époque les multinationales capitalistes⁵⁸, alors que c'étaient la censure et l'étouffement du débat public hérités de la période lénino-stalinienne qui permettaient aux ministères économiques soviétiques d'ignorer les législations et les normes environnementales. L'absence de sphère publique démocratique, même imparfaite, fut donc décisive, comme le montre *a contrario* l'éphémère tournant environnemental qui s'amorça après Tchernobyl, et surtout à partir de 1989, mais dans des modalités et des temporalités variables, en Russie et dans les autres États successeurs.

⁵⁷ Literatournaïa gazeta, 24 mai 1989, p. 12.

⁵⁸ Erik Conway et Naomi Oreskes, *Merchants of doubt : how a handful of scientists obscured the truth on issues from tobacco smoke*, s.l., Bloomsbury, 2011.